

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 4 MAI 2013



Reitmans
(CANADA) LIMITÉE

REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOTRE OBJECTIF EST SIMPLE, OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE UN SERVICE DÉDIÉ, AXÉ SUR LA VALEUR ET L'EXCELLENCE. EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE, LE PROGRÈS ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.

À NOS ACTIONNAIRES

Les ventes du premier trimestre clos le 4 mai 2013 se sont établies à 216861000 \$, contre 217094000 \$ pour le premier trimestre clos le 28 avril 2012, soit un recul de 0,1 %. Les ventes des magasins comparables¹ ont reculé de 3,5 % comparativement à celles de la période comparable de 13 semaines close le 5 mai 2012, en raison des préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, ainsi qu'en raison des conditions météorologiques inhabituelles de la saison qui ont dominé au cours du trimestre. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont présenté d'importants gains, enregistrant une hausse des ventes de 96 % pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013 par rapport au premier trimestre clos le 28 avril 2012. La marge brute de la société pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013 est demeurée inchangée à 64,6 % par rapport à celle du premier trimestre clos le 28 avril 2012. La société a comptabilisé une perte nette de 2 586 000 \$ (perte diluée par action de 0,04 \$) pour le premier trimestre clos le 4 mai 2013 comparativement à une perte nette de 119 000 \$ (perte diluée par action de 0,00 \$) pour le premier trimestre clos le 28 avril 2012. Au premier trimestre clos le 4 mai 2013, le BAIIA ajusté¹ s'est chiffré à 10 683 000 \$, en regard de 12 451 000 \$ pour le premier trimestre clos le 28 avril 2012, représentant un recul de 14,2 %.

Au début de 2013, la direction a entamé un programme d'analyse et de révision de ses processus, de ses dépenses et de son effectif à l'échelle de la société. Ce programme a pour objectif d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'amélioration des efficacités et de réduction des coûts au sein de la société. Au premier trimestre clos le 4 mai 2013, nous avons accompli des progrès au chapitre de ce programme et nous avons ciblé les secteurs de notre entreprise qui seront en mesure de nous permettre de réaliser des économies importantes sans que nos activités subissent une incidence défavorable. Ce programme comprenait une réduction de notre effectif, qui a donné lieu au versement d'indemnités de départ d'environ 1 000 000 \$ au premier trimestre clos le 4 mai 2013. Ces mises à pied devraient donner lieu à des économies annualisées d'environ 3 000 000 \$.

Au cours du premier trimestre, la société a ouvert 13 magasins, dont 2 Reitmans, 1 Smart Set, 9 Penningtons et 1 Addition Elle et en a fermé 15, soit 4 Reitmans, 2 Smart Set, 5 Penningtons et 4 Addition Elle. Ainsi, au 4 mai 2013, la société comptait 909 magasins en exploitation, soit 359 Reitmans, 145 Smart Set, 73 RW & CO., 72 Thyme Maternité, 157 Penningtons et 103 Addition Elle, comparativement à un total de 925 magasins au 28 avril 2012. De plus, la société exploite 20 boutiques Thyme Maternité dans des magasins Babies"R"Us au Canada et compte des espaces-boutiques dans 154 magasins Babies"R"Us aux États-Unis.

Lors de l'assemblée du conseil d'administration tenue le 4 juin 2013, un dividende trimestriel en trésorerie (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 25 juillet 2013 aux actionnaires inscrits aux registres le 11 juillet 2013.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Président du conseil et chef de la direction

Montréal, le 4 juin 2013

¹ Le texte ci-haut fait référence au BAIIA ajusté, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit en tant que bénéfice avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 4 MAI 2013

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats opérationnels (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée et de ses filiales (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans au 4 mai 2013 et pour la période close à cette date, des états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 2 février 2013, ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 4 juin 2013.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de Reitmans ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité d'audit de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 4 juin 2013.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date des présentes, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, dont un nombre important est indépendant de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, notamment : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation à la date où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et nie toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf si les lois sur les valeurs mobilières qui s'appliquent l'y obligent.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus de traiter du bénéfice conformément aux IFRS, le présent rapport de gestion contient des références au BAIIA ajusté, à titre de mesure du résultat supplémentaire, laquelle se définit en tant que bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat, les produits de dividendes, les produits d'intérêts, le profit ou la perte réalisé à la sortie d'actifs financiers disponibles à la vente, les pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente, les charges d'intérêts et les amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que les pertes nettes de valeur liées aux immobilisations corporelles. La société présente également les ventes des magasins comparables, qui constituent les ventes générées par des magasins ouverts depuis au moins un an. La société est d'avis que ces mesures fournissent des renseignements importants sur sa performance ainsi que sur ses résultats opérationnels. Toutefois, les lecteurs sont avisés que ces mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée aux termes des IFRS et peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elles ne devraient pas être considérées isolément.

RAPPORT DE GESTION

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la perte avant impôt sur le résultat au BAIIA ajusté pour les trimestres clos le 4 mai 2013 et le 28 avril 2012.

(non audité)	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012 ¹
Perte avant impôt sur le résultat	(3 495 000) \$	(299 000) \$
Produits de dividendes	(868 000)	(874 000)
Produits d'intérêts	(134 000)	(330 000)
Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	50 000	–
Charges d'intérêts	134 000	157 000
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes nettes de valeur	14 996 000	13 797 000
BAIIA ajusté	10 683 000 \$	12 451 000 \$

¹ Chiffres ajustés pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités datés du 4 mai 2013.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient six bannières: Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les mégacentres commerciaux et les centres commerciaux linéaires de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille à l'amélioration constante de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société continue d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables reflétant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite des sites Web de commerce électronique de marchandises pour ses bannières Reitmans, Smart Set, RW & CO., Penningtons et Addition Elle et lancera un site Web de commerce électronique pour sa bannière Thyme Maternité au cours du prochain trimestre. Ces canaux de vente en ligne offrent la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques.

En plus des magasins de vente au détail individuels, la société exploite 20 boutiques Thyme Maternité (« espaces-boutiques ») dans des magasins Babies"R"Us du Canada et offre un accès à la gamme de produits de Thyme Maternité via le site Web canadien de Babies"R"Us. En juin 2012, la société a annoncé un partenariat avec Babies"R"Us afin de vendre les vêtements et accessoires de Thyme Maternité aux États-Unis. En date du 4 juin 2013, les produits de Thyme Maternité sont en vente aux États-Unis dans 154 magasins Babies"R"Us et sont également disponibles en ligne via le site Web américain de Babies"R"Us. Ces nouveaux canaux de vente au détail offrent aux clientes de Thyme Maternité la commodité et la facilité d'achat, ainsi que la possibilité d'accéder par Internet à la marchandise de Thyme Maternité.

BANNIÈRES

	Nombre de magasins au 2 février 2013	Ouvertures au T1	Fermetures au T1	Nombre de magasins au 4 mai 2013	Nombre de magasins au 28 avril 2012
Reitmans	361	2	4	359	364
Smart Set	146	1	2	145	153
RW & CO.	73	–	–	73	66
Thyme Maternité ¹	72	–	–	72	74
Penningtons	153	9	5	157	154
Addition Elle	106	1	4	103	114
Total	911	13	15	909	925

¹ Compte non tenu des espaces-boutiques situés dans des magasins Babies"R"Us.

Espaces-boutiques Thyme Maternité

Babies"R"Us – Canada	20	–	–	20	10
Babies"R"Us – États-Unis	154	–	–	154	–
Babies"R"Us – Total	174	–	–	174	10

RAPPORT DE GESTION

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue d'être vendues dans le cours normal des activités.

INITIATIVES STRATÉGIQUES

La société continue de se positionner en vue d'une croissance et a entrepris de nombreuses initiatives stratégiques dans le but d'améliorer ses marques, d'accroître sa productivité dans l'ensemble de ses activités grâce à un perfectionnement de ses systèmes, et de favoriser une culture d'amélioration des processus.

Voici quelques exemples de mesures qui ont été prises :

Initiatives	Situation actuelle
La société a entrepris de revampier l'image de ses bannières Reitmans, Smart Set, Addition Elle et Penningtons en mettant davantage l'accent sur la mode et les bas prix, stratégie qu'elle poursuivra tout au long de l'exercice 2014.	La société a effectué d'importants changements à l'image de ses différentes bannières. La mise en œuvre des diverses stratégies de marque se poursuit et la société a bon espoir que ses efforts seront couronnés de succès.
La société continue d'accroître son offre de produits aux clientes de Thyme Maternité vivant aux États-Unis grâce à son partenariat avec Babies"R"Us. Ce projet commercial offre à la société la chance de pénétrer le marché américain grâce à ses espaces-boutiques.	La bannière Thyme Maternité continue de parfaire son offre de produits aux États-Unis et évalue actuellement la possibilité d'ouvrir d'autres espaces-boutiques dans les Babies"R"Us.
Au cours de l'exercice 2014, la société procédera au lancement d'une plateforme de commerce électronique pour ses bannières Smart Set, RW & CO. et Thyme Maternité, dont l'approvisionnement se fera à partir de son centre de distribution existant.	La société a procédé au lancement du site de commerce électronique de RW & CO. en mars 2013 et de celui de Smart Set en avril 2013; elle prévoit lancer celui de Thyme Maternité en juillet 2013.
La société s'est associée à EziBuy Ltd., détaillant basé en Nouvelle-Zélande, afin de vendre la marchandise de la bannière Addition Elle par l'intermédiaire du canal de vente en ligne du partenaire. EziBuy Ltd. est un détaillant multicanal qui propose des vêtements mode et des objets de décoration pour la maison en Australie et en Nouvelle-Zélande.	La société met en place son nouveau canal de distribution dans les marchés étrangers par l'intermédiaire de EziBuy Ltd. et s'attend à commencer à réaliser des ventes au deuxième trimestre de l'exercice 2014.
La société poursuit une initiative d'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement et de marchandisage à l'échelle de l'entreprise grâce à un programme dénommé « SCORE » à l'interne. Ce programme est axé sur le déploiement des meilleures applications de vente au détail sur une nouvelle plateforme technologique améliorée. SCORE permettra d'employer de nouveaux processus qui offriront de la souplesse et une capacité d'adaptation dans les activités de la chaîne de marchandisage et d'approvisionnement.	La société a mené à terme le déploiement de la partie du programme SCORE visant le système de gestion de l'entrepôt. Le système fournit les résultats prévus. Des améliorations des efficacités relativement au système continuent d'être réalisées. Les étapes restantes du programme SCORE sont sur la bonne voie pour être finalisées au cours de l'exercice 2015, tel que prévu.
La société a mis en place un programme visant la réduction des coûts dans toute l'entreprise. Ce programme comprend un examen des activités et des processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité, un examen approfondi des dépenses en commercialisation et un objectif majeur de réduction des dépenses d'investissement.	Pour l'exercice 2014, la société a réduit considérablement ses dépenses d'investissement prévues, les faisant passer de plus de 84 millions de dollars à l'exercice 2013 à environ 44 millions de dollars. La société a entrepris de réaliser un examen complet de ses stratégies de commercialisation et des coûts connexes afin de cibler les possibilités d'économies, sans toutefois réduire l'efficacité de ses campagnes publicitaires. De plus, au premier trimestre de l'exercice 2014, les mesures de la société comprenaient la réduction de l'effectif dans tous les secteurs de l'entreprise, donnant lieu au versement d'indemnités de départ. Les améliorations des processus devraient générer des économies supplémentaires et accroître l'efficacité au fur et à mesure que la société fait progresser ce projet.
Un examen complet de la stratégie d'approvisionnement mondiale de la société et de sa mise en application a été entrepris dans le but de réduire le temps nécessaire pour introduire les produits dans le marché.	Cette mesure a été mise en place et la société en est aux premières étapes de collecte d'informations et d'évaluation des pratiques courantes afin d'évaluer les occasions.

RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE LA PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 4 MAI 2013 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2014 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DE LA PÉRIODE DE TROIS MOIS CLOSE LE 28 AVRIL 2012 (« PREMIER TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013 »)

Les ventes du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 216 861 000 \$, contre 217 094 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013, soit un recul de 0,1 %. Les ventes des magasins comparables ont reculé de 3,5 % comparativement à celles de la période comparable de 13 semaines close le 5 mai 2012, en raison des préférences de nos clients, qui ont concentré leurs dépenses sur des achats indispensables, ainsi qu'en raison des conditions météorologiques inhabituelles de la saison qui ont dominé au cours du trimestre. Les ventes réalisées par l'intermédiaire des sites de commerce électronique des diverses bannières ont représenté d'importants gains, enregistrant une hausse de 96 % pour le premier trimestre de l'exercice 2014 par rapport au premier trimestre de l'exercice 2013.

La marge brute du premier trimestre de l'exercice 2014 s'est établie à 140 174 000 \$, contre 140 316 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013, soit une diminution de 0,1 %. Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la marge brute de la société est demeurée inchangée à 64,6 % par rapport à celle du premier trimestre de l'exercice 2013.

Les frais de vente et de distribution pour le premier trimestre de l'exercice 2014 se sont chiffrés à 132 376 000 \$, comparativement à des frais de 129 468 000 \$ comptabilisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, représentant une hausse de 2 908 000 \$ ou de 2,3 %. Cette augmentation est attribuable à la radiation d'actifs découlant de la fermeture sélective de magasins ainsi qu'à la hausse des frais généraux liés à l'expansion de Thyme Maternité aux États-Unis. De plus, la société a engagé des indemnités de départ d'environ 575 000 \$ relativement à un programme de réduction des coûts entrepris au premier trimestre de l'exercice 2014, visant à accroître l'efficacité au sein de toutes les bannières et du siège social.

Les charges administratives du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 11 871 000 \$, en regard de 11 047 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013, soit une hausse de 824 000 \$ ou 7,5 %. Cet accroissement tient compte des indemnités de départ d'environ 390 000 \$ versées en lien avec le programme de réduction des coûts susmentionné.

La charge d'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles, qui est comprise dans les frais de vente et de distribution et les charges administratives, s'est élevée à 14 996 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014, contre 13 797 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013. Le montant pour le premier trimestre de l'exercice 2014 comprend 802 000 \$ au titre de radiations liées à la fermeture et à la rénovation de magasins (340 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013).

Les produits financiers pour le premier trimestre de l'exercice 2014 se sont établis à 2 361 000 \$ comparativement à 1 204 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013. Cette hausse de 1 157 000 \$ est surtout attribuable à un profit de change de 1 359 000 \$ comptabilisé au premier trimestre de l'exercice 2014 (perte de change de 1 061 000 \$ au premier trimestre de l'exercice 2013). Ce profit s'explique principalement par l'incidence des fluctuations du dollar américain par rapport au dollar canadien à l'égard des devises américaines que détient la société. Les produits de dividendes pour le premier trimestre de l'exercice 2014 se sont établis à 868 000 \$ comparativement à 874 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2013. Les produits d'intérêts ont reculé pour le premier trimestre de l'exercice 2014, s'établissant à 134 000 \$, contre 330 000 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2013, en raison de la baisse considérable des soldes en trésorerie détenus.

Les charges financières du premier trimestre de l'exercice 2014 se sont établies à 1 783 000 \$ par rapport à 1 304 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse de 479 000 \$ est essentiellement attribuable à l'augmentation de la variation nette de la juste valeur des contrats d'options en dollars américains de 1 513 000 \$ qui a été annulée par une baisse de la perte de change de 1 061 000 \$. Des charges d'intérêts sur la dette à long terme de 134 000 \$ ont été comptabilisées pour le premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à 157 000 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice 2013. Une perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente de 50 000 \$ est également comptabilisée pour le premier trimestre de l'exercice 2014 (néant pour le premier trimestre de l'exercice 2013).

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la perte avant impôt sur le résultat s'est chiffrée à 3 495 000 \$ comparativement à une perte de 299 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013, représentant un accroissement de la perte de 3 196 000 \$. Le BAIIA ajusté s'est établi à 10 683 000 \$, comparativement à 12 451 000 \$, un recul de 1 768 000 \$ ou 14,2 % pour le premier trimestre de l'exercice 2013. Tel que mentionné dans le rapport annuel de 2013, la société a entrepris de réduire les frais généraux à l'échelle de l'entreprise. Ces mesures comprennent un examen des activités et processus du siège social ayant pour but d'accroître l'efficacité. Au premier trimestre de l'exercice 2014, cette mesure a donné lieu à une diminution du nombre de salariés dans certains secteurs ainsi qu'au versement d'indemnités de départ d'environ 965 000 \$. Ces mises à pied devraient donner lieu à des économies annualisées d'environ 3 000 000 \$. Des améliorations des processus devraient entraîner des économies supplémentaires et accroître davantage les efficacités au fur et à mesure que ce projet évolue.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, la société a comptabilisé un recouvrement d'impôt sur le résultat de 909 000 \$, en raison essentiellement de l'accroissement de la perte avant impôt sur le résultat et du revenu de placement exonéré d'impôt reçu au cours du trimestre. Au premier trimestre de l'exercice 2013, le recouvrement d'impôt sur le résultat a totalisé 180 000 \$. Les taux d'impôt effectifs de la société tiennent compte de l'incidence d'une réduction des taux d'impôt quasi adoptés dans les divers territoires fiscaux du Canada.

La société a comptabilisé une perte nette de 2 586 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2014 (perte diluée par action de 0,04 \$) en regard d'une perte nette de 119 000 \$ (perte diluée par action de 0,00 \$) pour le premier trimestre de l'exercice 2013.

RAPPORT DE GESTION

La société importe la majeure partie de ses achats de marchandises de fournisseurs étrangers, les délais d'approvisionnement pouvant parfois atteindre huit mois. Pour le premier trimestre de l'exercice 2014, ces achats, payables en dollars américains, se sont élevés à environ 65 000 000 \$ US. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements continus en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus neuf mois. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'une combinaison d'achats au comptant et de contrats d'options sur devises. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le prix d'exercice moyen des options d'achat et de vente en cours s'élève à 1,0130 \$ (0,9986 \$ au 28 avril 2012).

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 4 mai 2013 :

	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	72 000 000 \$	903 000 \$	– \$	903 000 \$
Options de vente vendues	144 000 000 \$	–	(2 220 000)	(2 220 000)
		903 000 \$	(2 220 000) \$	(1 317 000) \$

Le tableau qui suit présente en détail les contrats d'options sur devises en vigueur au 28 avril 2012 :

	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	18 000 000 \$	74 000 \$	– \$	74 000 \$
Options de vente vendues	42 000 000 \$	–	(914 000)	(914 000)
		74 000 \$	(914 000) \$	(840 000) \$

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières consolidées pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non audités ont été préparés conformément aux IFRS. Toute référence à l'« exercice 2014 » correspond à l'exercice clos le 1^{er} février 2014, celles à l'« exercice 2013 », à l'exercice clos le 2 février 2013, et celles à l'« exercice 2012 », à l'exercice clos le 28 janvier 2012.

Trimestre	Ventes	Bénéfice net (perte nette) ¹	Bénéfice (perte) par action	
			De base	Dilué
Premier trimestre 2014	216 861 000 \$	(2 586 000) \$	(0,04) \$	(0,04) \$
Quatrième trimestre 2013	267 659 000	(1 144 000)	(0,02)	(0,02)
Troisième trimestre 2013	236 247 000	(29 000)	0,00	0,00
Deuxième trimestre 2013	279 513 000	27 650 000	0,42	0,42
Premier trimestre 2013	217 094 000	(119 000)	0,00	0,00
Quatrième trimestre 2012	259 954 000	4 674 000	0,07	0,07
Troisième trimestre 2012	254 072 000	10 561 000	0,16	0,16
Deuxième trimestre 2012	286 075 000	31 680 000	0,48	0,48

¹ Ajusté pour tenir compte de l'incidence de la mise en œuvre des modifications à l'IAS 19, *Avantages du personnel*, mentionnées à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 4 mai 2013.

Les fluctuations de l'information financière trimestrielle susmentionnée reflètent les activités sous-jacentes de la société ainsi que l'incidence de nombreux facteurs, notamment les conséquences de la fermeture de la bannière Cassis au cours du trimestre clos le 28 janvier 2012 et la perte estimée au titre des ventes découlant de la perturbation de la chaîne du système d'approvisionnement survenue au cours du troisième trimestre de l'exercice 2013. Par ailleurs, les résultats financiers sont également touchés par la saisonnalité et la période des Fêtes. En raison de la saisonnalité, les résultats opérationnels d'un trimestre donné ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels d'un exercice complet.

BILAN

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se chiffraient à 66 729 000 \$ au 4 mai 2013 (138 187 000 \$ au 28 avril 2012), par rapport à ceux de 97 626 000 \$ au 2 février 2013, une baisse de 31,7%. La diminution de 30 897 000 \$ de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en regard des montants comptabilisés au 2 février 2013 s'explique surtout par le ralentissement des entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles causé par la baisse des ventes et l'investissement continu dans les technologies de l'information et la rénovation des magasins au premier trimestre de l'exercice 2014, quoiqu'à un niveau plus faible qu'au cours de la même période de l'exercice précédent. La société a réduit considérablement ses dépenses d'investissement prévues au budget pour l'exercice 2014 et, conjointement avec le programme d'amélioration de la performance au chapitre des ventes et de réduction des coûts présenté précédemment, elle s'attend à une amélioration de sa situation de trésorerie. Les titres négociables dont la valeur s'élevait à 72 499 000 \$ au 4 mai 2013 sont restés sensiblement les mêmes que ceux de 71 630 000 \$ comptabilisés au 2 février 2013 et ceux de 71 321 000 \$ inscrits au 28 avril 2012.

Les clients et autres débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Au 4 mai 2013, les clients et autres débiteurs se chiffraient à 5 194 000 \$ (3 783 000 \$ au 28 avril 2012), en hausse de 1 594 000 \$ par rapport à ceux du 2 février 2013. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'augmentation des ventes par cartes de crédit. Au 4 mai 2013, les impôts sur le résultat recouvrables s'élevaient à 10 174 000 \$ (8 709 000 \$ au 2 février 2013; 15 507 000 \$ au 28 avril 2012), en raison de l'excédent des versements sur les passifs d'impôts estimés. Les stocks s'élevaient à 112 253 000 \$ au 4 mai 2013 (112 785 000 \$ au 28 avril 2012), soit 18 936 000 \$ de plus qu'au 2 février 2013, en raison de l'augmentation planifiée des stocks en prévision des ventes du printemps et de l'été. Les charges payées d'avance, composées essentiellement de contrats d'assurance et d'entretien payés d'avance, d'impôts fonciers et de taxes d'affaires se chiffraient à 25 791 000 \$ au 4 mai 2013 (12 330 000 \$ au 28 avril 2012), montant comparable à 25 944 000 \$ au 2 février 2013. Les charges payées d'avance ont augmenté de 13 461 000 \$ par rapport à celles de la même période à l'exercice précédent, en raison surtout des loyers de mai 2013 qui ont été payés et classés en tant qu'élément payé d'avance.

La société a investi 10 106 000 \$ en trésorerie au titre d'entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles au cours du premier trimestre de l'exercice 2014. Son investissement consiste en 8 713 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 1 393 000 \$, principalement en améliorations des logiciels et du matériel informatique du système de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de merchandising et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations du système de gestion de l'entrepôt contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à cette dernière de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2015, devrait coûter, dans son ensemble, environ 27 000 000 \$.

Le total des fournisseurs et autres créditeurs s'établissait à 86 573 000 \$ au 4 mai 2013 (92 871 000 \$ au 28 avril 2012), soit 6 367 000 \$ de plus qu'au 2 février 2013 en raison surtout d'une hausse des dettes fournisseurs relatives à l'accroissement des stocks au cours du trimestre. Le total des fournisseurs et autres créditeurs était inférieur de 6 298 000 \$ à celui de l'exercice précédent en raison essentiellement d'un recul du passif lié au calendrier des expéditions des fournisseurs comprises dans les marchandises en cours de transport. Les fournisseurs et autres créditeurs de la société se composent, dans une large mesure, de dettes fournisseurs, de créditeurs au titre des avantages du personnel, de créditeurs liés aux locaux et de passifs liés à la taxe de vente.

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a acquis des options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options s'échelonnaient sur une durée de neuf mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. La société a comptabilisé un passif financier dérivé net, relativement à des contrats d'options sur devises, de 1 317 000 \$ au 4 mai 2013 (840 000 \$ au 28 avril 2012) en regard d'un actif financier dérivé net de 282 000 \$ au 2 février 2013.

Les produits différés se composent de cartes-cadeaux inutilisées et de points et primes de fidélisation accordés dans le cadre de programmes de fidélisation de la clientèle. Les produits sont comptabilisés lorsque les cartes-cadeaux et les points et primes de fidélisation sont utilisés. Les produits différés s'élevaient à 11 126 000 \$ au 4 mai 2013 (13 557 000 \$ au 28 avril 2012), soit 5 171 000 \$ de moins qu'au 2 février 2013, en raison surtout de l'émission avant Noël des cartes-cadeaux et des points et primes au titre du programme de fidélisation et de leur utilisation depuis le début de la nouvelle année.

Les réductions données aux locataires sont constatées à titre de crédits différés au titre des contrats de location et sont amorties en tant que réduction des frais de location sur la durée des contrats de location connexes. Au 4 mai 2013, les crédits différés au titre des contrats de location s'établissaient à 16 797 000 \$ (16 768 000 \$ au 28 avril 2012) par rapport à 16 805 000 \$ au 2 février 2013.

La dette à long terme de la société consiste en un emprunt hypothécaire garanti par le centre de distribution de la société. Au 4 mai 2013, la dette à long terme se chiffrait à 6 596 000 \$ (8 191 000 \$ au 28 avril 2012) comparativement à 7 003 000 \$ au 2 février 2013. Le recul de la dette à long terme est attribuable au remboursement continu de la créance hypothécaire.

Au 4 mai 2013, le passif au titre des retraites s'élevait à 17 977 000 \$ (15 386 000 \$ au 28 avril 2012), soit 418 000 \$ de plus qu'au 2 février 2013, une hausse qui s'explique par une charge de retraite de 450 000 \$, qui a été réduite par les cotisations de 32 000 \$ versées aux régimes de retraite.

GESTION DES RISQUES OPÉRATIONNELS

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions relatives à ses activités à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et celle-ci dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

CONCURRENCE

Le secteur canadien de vente au détail de vêtements est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien, comme le prouve l'arrivée, au cours des dernières années, d'un certain nombre de concurrents étrangers et le nombre croissant de détaillants étrangers qui ont annoncé leur plan d'expansion de leurs activités au Canada. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite plusieurs bannières, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

SAISONNALITÉ

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 909 points de vente loués et exploités sous six bannières dans l'ensemble du Canada et de 20 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us du Canada. En novembre 2012, les produits de Thyme Maternité sont devenus disponibles à la vente aux États-Unis dans 154 magasins Babies"R"Us, d'autres emplacements font actuellement l'objet d'études. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité des activités de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'activité du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats opérationnels de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer ses activités, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers et de systèmes de ventes au détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. À l'heure actuelle, la société effectue une mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement. En juin 2012, la société a commencé à utiliser un nouveau système de gestion de l'entrepôt. La société a traité des problèmes relatifs à ce système de gestion de l'entrepôt et continue d'améliorer l'approvisionnement des stocks aux magasins et d'optimiser la performance du système. Toute perturbation majeure de la performance des systèmes de distribution, ou de tout autre système, pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur les activités et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités partout au Canada. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs de la réglementation gouvernementale susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le résultat et les ventes, les taux d'impôt, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine. Au premier trimestre de l'exercice 2014, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et (ou) en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et (ou) la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur ses résultats financiers en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société.

Les risques auxquels a été exposée la société pendant le trimestre clos le 4 mai 2013 sont restés sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 4 mai 2013, les capitaux propres s'élevaient à 440 369 000 \$, ou 6,82 \$ par action (479 422 000 \$, ou 7,31 \$ par action, au 28 avril 2012; 454 893 000 \$, ou 7,04 \$ par action au 2 février 2013). La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables totalisant 139 228 000 \$ au 4 mai 2013 (209 508 000 \$ au 28 avril 2012; 169 256 000 \$ au 2 février 2013). La trésorerie est investie de façon prudente dans des dépôts à court terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de roulement non garantis disponibles d'au plus 125 000 000 \$, ou son équivalent en dollars américains. Au 4 mai 2013, une tranche de 33 447 000 \$ (43 158 000 \$ au 28 avril 2012; 46 792 000 \$ au 2 février 2013) des lignes de crédit opérationnelles était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien irrévocables émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorait pas ses obligations contractuelles. Au 4 mai 2013, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces garanties était de 5 009 000 \$ (5 009 000 \$ au 28 avril 2012; 5 014 000 \$ au 2 février 2013). Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2014. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est autoassurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des pertes afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 382 000 \$ au premier trimestre de l'exercice 2014. La société a versé des dividendes s'élevant à 0,20 \$ l'action, pour un total de 12 917 000 \$ au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, comparativement à un dividende de 0,20 \$ par action, pour un total de 13 117 000 \$ pour le premier trimestre de l'exercice 2013.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2014, la société a investi 10 106 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et dans l'amélioration des systèmes de technologie de l'information. À l'heure actuelle, la société effectue une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion de l'entrepôt contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire dans leur ensemble le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le projet, dont la mise en œuvre s'échelonne progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2015, devrait coûter, dans son ensemble, environ 27 000 000 \$. La société s'attend à investir près de 44 000 000 \$ au titre des dépenses d'investissement pour l'exercice qui sera clos le 1^{er} février 2014. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en trésorerie, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire, aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2012, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de ses activités.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Les engagements financiers de la société qui ne s'inscrivent pas dans le cours normal des activités de la société sont sensiblement les mêmes que ceux décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 4 juin 2013, 13 440 000 actions ordinaires et 51 145 506 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 2 370 000 et leur prix d'exercice moyen était de 14,52 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

RAPPORT DE GESTION

La société n'a racheté aucune action aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités approuvée en novembre 2012. Pour obtenir de plus amples renseignements sur cette offre publique, le lecteur est prié de se reporter aux états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

ARRANGEMENTS HORS BILAN INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtems d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises assortis d'échéances d'au plus neuf mois. La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains. Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des huit prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice.

Les contrats d'options sur devises en cours pour chaque période indiquée se détaillent comme suit:

	4 mai 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	72 000 000 \$	903 000 \$	– \$	903 000 \$
Options de vente vendues	144 000 000 \$	–	(2 220 000)	(2 220 000)
		903 000 \$	(2 220 000) \$	(1 317 000) \$

	28 avril 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	18 000 000 \$	74 000 \$	– \$	74 000 \$
Options de vente vendues	42 000 000 \$	–	(914 000)	(914 000)
		74 000 \$	(914 000) \$	(840 000) \$

	2 février 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	30 000 000 \$	548 000 \$	– \$	548 000 \$
Options de vente vendues	60 000 000 \$	–	(266 000)	(266 000)
		548 000 \$	(266 000) \$	282 000 \$

Un contrat d'option sur devises constitue une option ou une obligation d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date établie et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes. La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

La perte nette de la société pour le trimestre clos le 4 mai 2013 comprend des profits de change nets de 1 359 000 \$ (perte de 1 061 000 \$ au 28 avril 2012).

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La société n'a constaté aucune modification importante des transactions entre parties liées par rapport à celles présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La société jouit d'un haut niveau de liquidité en raison des soldes importants de trésorerie et d'équivalents de trésorerie qu'elle détient ainsi que de ses titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société investit ces fonds sur une base à court terme dans des billets de dépôt au porteur auprès de

banques, dans des dépôts à terme auprès de grandes institutions financières canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur le bénéficiaire et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'options sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations définies et parraine aussi un régime complémentaire de retraite pour cadres dirigeants («RCRCD»). Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats opérationnels. Les hypothèses utilisées dans le calcul du coût de retraite, montant net, et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation et le taux d'augmentation des salaires. Selon la dernière évaluation actuarielle en date du 31 décembre 2011, le régime de retraite à prestations définies, bien qu'entièrement capitalisé sur une base de continuité d'exploitation, présentait une insuffisance en matière de solvabilité. La société a versé les cotisations requises au 4 mai 2013. Le RCRCD est un régime de retraite sans capitalisation.

CARTES-CADEAUX, POINTS ET PRIMES DE FIDÉLISATION

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de produit différé et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. La société produit une estimation à l'égard des cartes-cadeaux pour lesquelles elle a des raisons de croire qu'elles ne seront pas utilisées en se fondant sur les modalités des cartes-cadeaux et les tendances d'encaissement passées. Les points et les primes de fidélisation accordés dans le cadre des programmes de fidélisation de la clientèle sont comptabilisés en tant que composante distincte des produits et sont différés à la date de la vente initiale. Les produits sont comptabilisés une fois que les points et les primes de fidélisation sont utilisés et que la société a rempli son obligation. Le montant des produits différés est évalué en fonction de la juste valeur des points et des primes de fidélisation accordés et tient compte du pourcentage d'utilisation estimé.

VALEUR DES STOCKS

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une dépréciation est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des biens vendus constituent des éléments importants des états financiers consolidés, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats opérationnels de la société.

PERTE DE VALEUR SUR DES ACTIFS

La société doit évaluer la possibilité que les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles puissent ne pas être recouvrables. La direction est tenue de faire des estimations importantes à l'égard des flux de trésorerie futurs, de manière à déterminer le montant de la perte de valeur sur des actifs qui devrait être comptabilisée.

GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition par rapport à la juste valeur de la contrepartie transférée, déduction faite de la juste valeur de l'actif net identifiable des activités acquises. Le goodwill n'est pas amorti et est présenté au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont mesurées au coût diminué des pertes de valeur cumulées. Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par année. La direction est tenue de faire des estimations importantes à l'égard des flux de trésorerie futurs de manière à déterminer le montant de la perte de valeur qui devrait être comptabilisé.

PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après.

A) CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Évaluation de la juste valeur

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* («IFRS 13»), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'«utilisation optimale» et des «marchés sans intermédiaires» pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. Les informations supplémentaires à fournir requises par cette norme sont présentées à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités datés du 4 mai 2013.

Avantages du personnel

En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel* (« IAS 19 »). Les modifications les plus importantes pour la société portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant un taux d'actualisation prescrit à l'obligation nette au titre des prestations définies. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de l'exercice 2014. L'incidence de la mise en œuvre des modifications apportées à l'IAS 19 est présentée à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés datés du 4 mai 2013.

Cette nouvelle méthode comptable n'a pas eu d'incidence importante sur le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie et sur le bénéfice par action.

Les modifications accroissent aussi les exigences en matière d'informations à fournir chaque année pour les régimes à prestations définies, en exigeant notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes, lesquelles informations seront incluses dans les états financiers annuels de la société de 2014.

B) NOUVELLES NORMES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 4 mai 2013, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. La norme suivante, qui pourrait avoir une incidence sur la société à l'avenir est actuellement à l'étude :

IFRS 9, Instruments financiers

Cette norme deviendra obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'adoption anticipée est autorisée. L'IFRS 9 est une nouvelle norme qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la société n'a pas encore été déterminée.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 2 février 2013 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du *Règlement 52-109* de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux IFRS. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 2 février 2013 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours du trimestre clos le 4 mai 2013, qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

Dans son *Rapport sur la politique monétaire* publié en avril 2013, la Banque du Canada prévoit que l'économie progressera de 1,5 % pour l'année 2013 et de 2,8 % pour l'année 2014. La Banque du Canada prévoit une croissance modérée des dépenses de consommation au cours de la période de projection, soulignant que la croissance de l'ensemble des crédits aux ménages a ralenti.

Le secteur de la vente au détail au Canada est en pleine mutation en raison de l'intensification de la concurrence causée par l'entrée sur le marché canadien de concurrents de grande et moyenne tailles exerçant leurs activités à l'échelle internationale, concurrence qui est stimulée par la vigueur relative de l'économie canadienne et la facilité d'accès. Malgré cette concurrence accrue, la société demeure optimiste que la force de ses marques et les dernières mesures prises relativement à celles-ci offriront aux consommateurs une excellente proposition de valeur. La société a investi des sommes importantes dans ses magasins et les systèmes de son siège social et a entrepris de réduire les dépenses d'investissement de manière considérable au cours de l'exercice 2014 sans pour autant renoncer aux occasions qui se présenteront. Parallèlement, la société mettra à profit ses technologies grâce à des systèmes et processus améliorés dans le cadre du programme SCORE de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de l'entrepôt tout en poursuivant la mise en place de mesures d'amélioration des processus.

Malgré ces difficultés, la société est toujours en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société est d'avis que les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 120 membres du personnel à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières.

La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent, à tous les égards, notamment en ce qui concerne le marchandisage, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions. La société croit à la force de son personnel et s'est engagée à continuer d'investir dans la formation à tous les niveaux.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012 (note 3a)
Ventes	216 861 \$	217 094 \$
Coût des biens vendus (note 6)	76 687	76 778
Marge brute	140 174	140 316
Frais de vente et de distribution	132 376	129 468
Charges administratives	11 871	11 047
Résultat des activités opérationnelles	(4 073)	(199)
Produits financiers (note 12)	2 361	1 204
Charges financières (note 12)	1 783	1 304
Perte avant impôt sur le résultat	(3 495)	(299)
Recouvrement d'impôt sur le résultat (note 11)	909	180
Perte nette	(2 586) \$	(119) \$
Bénéfice par action (note 13)		
De base	(0,04) \$	0,00 \$
Dilué	(0,04)	0,00

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)

(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
Perte nette	(2 586) \$	(119) \$
Autres éléments du résultat global		
Éléments qui sont reclassés ou qui sont susceptibles d'être reclassés dans le bénéfice net		
Reclassement dans le bénéfice net de la perte de valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 8 \$) (note 12)	42	–
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente (après impôt de 101 \$; 29 \$ en 2012) (note 12)	663	(197)
Total des autres éléments du résultat global	705	(197)
Résultat global total	(1 881) \$	(316) \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
		(note 3a)	(note 3a)
ACTIFS			
ACTIFS COURANTS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	66 729 \$	138 187 \$	97 626 \$
Titres négociables	72 499	71 321	71 630
Clients et autres débiteurs	5 194	3 783	3 600
Actif financier dérivé (note 5)	903	74	548
Impôt sur le résultat recouvrable	10 174	15 507	8 709
Stocks (note 6)	112 253	112 785	93 317
Charges payées d'avance	25 791	12 330	25 944
Total des actifs courants	293 543	353 987	301 374
ACTIFS NON COURANTS			
Immobilisations corporelles	200 953	191 577	205 131
Immobilisations incorporelles	18 892	17 329	19 224
Goodwill	42 426	42 426	42 426
Impôt sur le résultat différé	27 439	23 287	26 444
Total des actifs non courants	289 710	274 619	293 225
Total des actifs	583 253 \$	628 606 \$	594 599 \$
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIFS COURANTS			
Fournisseurs et autres créiteurs (note 7)	75 158 \$	81 776 \$	68 781 \$
Passif financier dérivé (note 5)	2 220	914	266
Produits différés (note 8)	11 126	13 557	16 297
Partie courante de la dette à long terme	1 595	1 497	1 570
Total des passifs courants	90 099	97 744	86 914
PASSIFS NON COURANTS			
Autres créiteurs (note 7)	11 415	11 095	11 425
Crédits différés au titre des contrats de location	16 797	16 768	16 805
Dette à long terme	6 596	8 191	7 003
Passif au titre des retraites	17 977	15 386	17 559
Total des passifs non courants	52 785	51 440	52 792
CAPITAUX PROPRES			
Capital social (note 9)	39 227	39 890	39 227
Surplus d'apport	6 795	5 348	6 521
Résultats non distribués	384 977	425 644	400 480
Cumul des autres éléments du résultat global (note 9)	9 370	8 540	8 665
Total des capitaux propres	440 369	479 422	454 893
Total des passifs et des capitaux propres	583 253 \$	628 606 \$	594 599 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

ÉTATS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Note	Capital social	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 3 février 2013		39 227 \$	6 521 \$	400 480 \$	8 665 \$	454 893 \$
Résultat global total pour la période						
Perte nette				(2 586)		(2 586)
Total des autres éléments du résultat global					705	705
Résultat global total pour la période		–	–	(2 586)	705	(1 881)
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		274			274
Dividendes	9			(12 917)		(12 917)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	274	(12 917)	–	(12 643)
Solde au 4 mai 2013		39 227 \$	6 795 \$	384 977 \$	9 370 \$	440 369 \$
Solde au 29 janvier 2012		39 890 \$	5 158 \$	438 880 \$	8 737 \$	492 665 \$
Résultat global total pour la période						
Perte nette				(119)		(119)
Total des autres éléments du résultat global					(197)	(197)
Résultat global total pour la période		–	–	(119)	(197)	(316)
Apports des propriétaires de la société et distributions versées à ceux-ci						
Charge de rémunération fondée sur des actions	10		190			190
Dividendes	9			(13 117)		(13 117)
Total des apports des propriétaires de la société et des distributions versées à ceux-ci		–	190	(13 117)	–	(12 927)
Solde au 28 avril 2012		39 890 \$	5 348 \$	425 644 \$	8 540 \$	479 422 \$

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

TABLEAUX CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIERS DE DOLLARS CANADIENS)

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Perte nette	(2 586) \$	(119) \$
Ajustements pour tenir compte de ce qui suit :		
Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et pertes de valeur	14 996	13 797
Charge de rémunération fondée sur des actions	274	190
Amortissement des crédits différés au titre des contrats de location	(1 176)	(1 194)
Crédits différés au titre des contrats de location	1 168	645
Cotisations à un régime de retraite	(32)	(163)
Charge de retraite	450	418
Perte de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	50	–
Variation nette de la juste valeur des dérivés	1 599	86
Perte de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	41	623
Produits d'intérêts et de dividendes, montant net	(868)	(1 047)
Intérêts payés	(134)	(157)
Intérêts reçus	138	368
Dividendes reçus	867	868
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(909)	(180)
	13 878	14 135
Variations dans ce qui suit :		
Clients et autres débiteurs	(1 598)	(782)
Stocks	(18 936)	(19 597)
Charges payées d'avance	153	(428)
Fournisseurs et autres créditeurs	5 987	1 804
Produits différés	(5 171)	(8 721)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(5 687)	(13 589)
Impôts sur le résultat reçus	647	–
Impôts sur le résultat payés	(2 306)	(10 610)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités opérationnelles	(7 346)	(24 199)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Achats de titres négociables	(105)	(105)
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles	(10 106)	(20 245)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(10 211)	(20 350)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dividendes payés	(12 917)	(13 117)
Remboursements sur la dette à long terme	(382)	(359)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(13 299)	(13 476)
PERTE DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVISE ÉTRANGÈRE	(41)	(623)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(30 897)	(58 648)
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE	97 626	196 835
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE	66 729 \$	138 187 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 14)

Les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS

CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(NON AUDITÉ)

1 ENTITÉ PRÉSENTANT L'INFORMATION FINANCIÈRE

Reitmans (Canada) Limitée (la « société ») est une société domiciliée au Canada et elle a été constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. L'adresse enregistrée de la société est le 3300, Highway #7 West, suite 702, Vaughan (Ontario) L4K 4M3. La principale activité de la société est la vente au détail de vêtements pour dames.

2 RÈGLES DE PRÉSENTATION

A) DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été dressés selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards ou « IFRS ») telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), conformément aux méthodes comptables suivies par la société lors de l'établissement de ses derniers états financiers annuels audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été préparés selon les IFRS, conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Certaines données, notamment les notes afférentes, qui sont habituellement présentées dans les états financiers annuels audités dressés conformément aux IFRS, ont été omises ou résumées. Par conséquent, les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ne présentent pas toute l'information devant figurer dans les états financiers annuels complets et, à cet effet, ils doivent être lus à la lumière des états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 2 février 2013, et des notes y afférentes. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation des états financiers de l'exercice à l'étude.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités a été autorisée par le conseil d'administration en date du 4 juin 2013.

B) BASE D'ÉVALUATION

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ont été établis au coût historique, sauf pour ce qui est des éléments importants suivants :

- actifs financiers disponibles à la vente, évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global;
- passif au titre des retraites comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre de prestations définies, diminué du total de la juste valeur des actifs du régime;
- instruments financiers dérivés évalués à la juste valeur.

C) SAISONNALITÉ DES ACTIVITÉS INTERMÉDIAIRES

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats opérationnels d'une période intermédiaire donnée ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats opérationnels de l'exercice complet ou d'une période future.

D) MONNAIE FONCTIONNELLE ET MONNAIE DE PRÉSENTATION

Les montants des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont libellés en dollars canadiens, soit la monnaie fonctionnelle de la société. Toutes les informations financières présentées en dollars canadiens ont été arrondies au millier de dollars près, à l'exception des montants par action.

NOTES

E) ESTIMATIONS, JUGEMENT ET HYPOTHÈSES

L'établissement d'états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux IFRS exige que la direction ait recours à son jugement, fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables ainsi que sur la valeur comptable des actifs et des passifs, sur les informations relatives aux actifs et aux passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur la valeur comptable des produits et des charges de la période visée. Ces estimations et hypothèses reposent sur l'expérience historique, d'autres facteurs pertinents et les attentes par rapport à l'avenir et sont passées en revue régulièrement. Toute révision des estimations comptables est constatée dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues ainsi que dans les périodes futures touchées par ces révisions. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Dans le cadre de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, les jugements significatifs posés par la direction par suite de l'application des méthodes comptables de la société, ainsi que les principales sources d'estimation relative à l'incertitude sont les mêmes que ceux appliqués et décrits dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.

3 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables présentées dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013 ont été appliquées uniformément lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, sauf dans les cas mentionnés ci-après.

A) CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Évaluation de la juste valeur

En 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* («IFRS 13»), qui prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur et précise les informations qui doivent être fournies à l'égard des actifs et passifs financiers et non financiers. La nouvelle norme unifie la définition de la juste valeur et présente également de nouveaux concepts, notamment ceux de l'«utilisation optimale» et des «marchés sans intermédiaires» pour les actifs et passifs non financiers. La norme présente des exigences supplémentaires, notamment la présentation plus étoffée d'informations relativement à la juste valeur des instruments financiers dans les états financiers intermédiaires et annuels. La société a appliqué cette norme de manière prospective au premier trimestre de l'exercice clos le 1^{er} février 2014. L'adoption de l'IFRS 13 n'a eu aucune incidence sur le calcul des justes valeurs inscrites dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société. Les informations supplémentaires à fournir requises par cette norme sont présentées à la note 5.

Avantages du personnel

En 2011, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel* («IAS 19»). Les modifications les plus importantes pour la société portent sur les exigences relatives à la comptabilisation immédiate de tous les coûts des services passés non acquis et au remplacement du coût financier et du rendement attendu des actifs du régime par le montant de l'intérêt net calculé en appliquant un taux d'actualisation prescrit à l'obligation nette au titre des prestations définies. La société a appliqué cette norme de manière rétrospective au premier trimestre de 2014. L'incidence découlant de l'application des modifications apportées à l'IAS 19 se résume comme suit:

Bilans consolidés résumés:

	Au 28 avril 2012		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Actifs d'impôt sur le résultat différés	23 198 \$	89 \$	23 287 \$
Passifs au titre des retraites	15 044 \$	342 \$	15 386 \$
Résultats non distribués	425 897 \$	(253) \$	425 644 \$

Compte consolidé résumé de résultat et état consolidé résumé du résultat global:

	Pour le trimestre clos le 28 avril 2012		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Perte avant impôt sur le résultat	(210) \$	(89) \$	(299) \$
Impôt sur le résultat	157	23	180
Perte nette	(53) \$	(66) \$	(119) \$
Autres éléments du résultat global	(197) \$	– \$	(197) \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Bilans consolidés résumés:

	Au 2 février 2013		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Actifs d'impôt sur le résultat différés	26 400 \$	44 \$	26 444 \$
Passifs au titre des retraites	17 390 \$	169 \$	17 559 \$
Résultats non distribués	400 605 \$	(125) \$	400 480 \$

Compte consolidé résumé de résultat et état consolidé résumé du résultat global:

	Pour l'exercice clos le 2 février 2013		
	Tels que présentés	Retraitements	Retraités
Bénéfice avant impôt sur le résultat	35 136 \$	(357) \$	34 779 \$
Impôt sur le résultat	(8 517)	95	(8 422)
Bénéfice net	26 619 \$	(262) \$	26 357 \$
Autres éléments du résultat global	(1 133) \$	326 \$	(807) \$

Cette nouvelle méthode comptable n'a pas eu d'incidence importante sur le tableau consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie et sur le bénéfice par action.

Les modifications accroissent aussi les exigences en matière d'informations à fournir chaque année pour les régimes à prestations définies, en exigeant notamment la présentation d'informations supplémentaires sur les caractéristiques et les risques que comportent ces régimes, lesquelles seront incluses dans les états financiers annuels de la société de 2014.

B) NOUVELLES NORMES N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

Un certain nombre de normes, et de normes et interprétations modifiées ne s'appliquent pas encore au trimestre clos le 4 mai 2013, et n'ont pas été appliquées aux fins de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités. La norme suivante, qui pourrait avoir une incidence sur la société est actuellement à l'étude:

IFRS 9, Instruments financiers

Cette norme deviendra obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. L'adoption anticipée est autorisée. L'IFRS 9 est une nouvelle norme qui, ultimement, remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. L'ampleur de l'incidence de l'adoption de cette norme sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la société n'a pas encore été déterminée.

4 TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
Fonds en caisse et fonds bancaires	13 066 \$	12 267 \$	9 248 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,6% (0,9% au 28 avril 2012; 0,6% au 2 février 2013)	53 663	125 920	88 378
	66 729 \$	138 187 \$	97 626 \$

5 INSTRUMENTS FINANCIERS

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

La société a conclu auprès de sa banque des transactions aux termes desquelles elle a fait l'acquisition d'options d'achat et a vendu des options de vente, toutes en dollars américains (\$US). Ces contrats d'options viendront à échéance au cours des huit prochains mois. Les options d'achat acquises et les options de vente vendues échéant à la même date ont le même prix d'exercice. Le prix d'exercice moyen des options d'achat et de vente en cours s'élève à 1,0130\$ (0,9986\$ au 28 avril 2012).

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Les contrats d'options sur devises en cours pour les périodes indiquées se détaillent comme suit:

	4 mai 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	72 000 \$	903 \$	– \$	903 \$
Options de vente vendues	144 000 \$	–	(2 220)	(2 220)
		903 \$	(2 220) \$	(1 317) \$

	28 avril 2012			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	18 000 \$	74 \$	– \$	74 \$
Options de vente vendues	42 000 \$	–	(914)	(914)
		74 \$	(914) \$	(840) \$

	2 février 2013			
	Montant notionnel en \$ US	Actif financier dérivé	Passif financier dérivé	Montant net
Options d'achat acquises	30 000 \$	548 \$	– \$	548 \$
Options de vente vendues	60 000 \$	–	(266)	(266)
		548 \$	(266) \$	282 \$

ACTIFS FINANCIERS

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur à la date de clôture, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente de la société est déterminée par référence à leur cours acheteur de clôture sur des marchés actifs à la date de clôture; ces données sont considérées comme des données d'entrée de niveau 1 dans la hiérarchie de la juste valeur.

PASSIFS FINANCIERS NON DÉRIVÉS

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à taux fixe, laquelle est établie aux fins des informations à fournir, est calculée selon la valeur actualisée des versements futurs de principal et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché disponibles pour la société pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

Au 4 mai 2013, la juste valeur de la dette à long terme était de 8 768 \$ (10 460 \$ au 28 avril 2012 et 9 208 \$ au 2 février 2013), alors que sa valeur comptable se chiffrait à 8 191 \$ (9 688 \$ au 28 avril 2012 et 8 573 \$ au 2 février 2013).

6 STOCKS

Au cours du trimestre clos le 4 mai 2013, les stocks comptabilisés à titre de coût des biens vendus se sont élevés à 75 073 \$ (75 025 \$ au 28 avril 2012). Par ailleurs, une tranche de 1 614 \$ (1 753 \$ au 28 avril 2012) au titre de la dépréciation des stocks a été comptabilisée dans le coût des biens vendus du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise. Les stocks tiennent compte d'un montant de 14 534 \$ (17 948 \$ au 28 avril 2012), qui représente la marchandise en cours de transport. Les stocks au 28 avril 2012 ont été révisés afin d'y inclure un ajustement de 10 160 \$, faisant croître du même fait le montant lié à la marchandise en cours de transport avec une hausse correspondante des dettes fournisseurs.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

7 FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
Dettes fournisseurs	41 813 \$	46 620 \$	41 125 \$
Créditeurs non commerciaux à payer à des parties liées	55	44	74
Autres créditeurs non commerciaux	9 749	9 202	319
Créditeurs au titre des avantages du personnel	19 939	21 389	24 443
Créditeurs relatifs aux locaux	13 432	14 235	13 489
Provision pour retours sur ventes	1 585	1 381	756
	86 573	92 871	80 206
Moins la partie non courante	11 415	11 095	11 425
	75 158 \$	81 776 \$	68 781 \$

La partie non courante des fournisseurs et autres créditeurs, laquelle est incluse dans les créditeurs relatifs aux locaux, correspond à la tranche des loyers différés qui sera amortie au-delà des 12 prochains mois.

8 PRODUITS DIFFÉRÉS

Les produits différés se composent de ce qui suit:

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
Points et primes de fidélisation accordés aux termes des programmes de fidélisation	4 444 \$	6 901 \$	5 473 \$
Cartes-cadeaux non utilisées	6 682	6 656	10 824
	11 126 \$	13 557 \$	16 297 \$

9 CAPITAL SOCIAL ET AUTRES COMPOSANTES DES CAPITAUX PROPRES

Les variations du capital social pour chacune des périodes présentées ci-dessous se détaillent comme suit:

	Pour les trimestres clos les			
	4 mai 2013		28 avril 2012	
	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable	Nombre d'actions (en milliers)	Valeur comptable
Actions ordinaires				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	13 440	482 \$	13 440	482 \$
Actions de catégorie A sans droit de vote				
Solde à l'ouverture et à la clôture de la période	51 146	38 745	52 146	39 408
Total du capital social	64 586	39 227 \$	65 586	39 890 \$

CAPITAL SOCIAL AUTORISÉ

La société a autorisé aux fins d'émission un nombre illimité d'actions ordinaires et d'actions de catégorie A sans droit de vote. Ni les actions ordinaires ni les actions de catégorie A sans droit de vote n'ont de valeur nominale. Toutes les actions émises sont entièrement libérées.

Les actions ordinaires et les actions de catégorie A sans droit de vote de la société ont égalité de rang en ce qui concerne le droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

ÉMISSION D'ACTION DE CATÉGORIE A SANS DROIT DE VOTE

Au cours du trimestre clos le 4 mai 2013, aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été émise à la suite de l'exercice d'options acquises dans le cadre du programme d'options sur actions de la société (aucune action au 28 avril 2012).

ACHAT D'ACTION AUX FINS D'ANNULATION

En novembre 2012, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre, la société peut racheter jusqu'à 2 557 275 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 15 novembre 2012. L'offre a débuté le 28 novembre 2012 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2013. Aucune action de catégorie A sans droit de vote n'a été achetée aux termes de ce nouveau programme.

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le cumul des autres éléments du résultat global se détaille comme suit:

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente, après impôt	9 370 \$	8 540 \$	8 665 \$

DIVIDENDES

La société a déclaré et payé les dividendes suivants:

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
Actions ordinaires et actions de catégorie A sans droit de vote	12 917 \$	13 117 \$
Dividendes par action	0,20	0,20

10 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

A) DESCRIPTION DES ACCORDS DE PAIEMENT FONDÉ SUR DES ACTIONS

La société dispose d'un plan d'options sur actions qui lui permet, de temps à autre, d'émettre l'équivalent d'au plus 10% de ses actions de catégorie A sans droit de vote en circulation, par suite de l'exercice d'options attribuées aux termes du plan, à ses principaux dirigeants et à son personnel clé. L'attribution des options et le délai d'acquisition des droits liés à ces options, qui est habituellement d'au plus 5 ans, sont à la discrétion du conseil d'administration, la durée maximale des options étant de 10 ans. Le prix d'exercice à payer pour chaque action de catégorie A sans droit de vote visée par une option sur actions est déterminé par le conseil d'administration à la date d'attribution, mais ce prix ne peut être inférieur au cours de clôture de l'action de la société le jour de bourse précédant immédiatement la date de prise d'effet de l'attribution.

B) INFORMATIONS SUR LE PLAN D'OPTIONS SUR ACTIONS RÉGLÉES EN CAPITAUX PROPRES

La variation des options sur actions en circulation se présente comme suit:

	Pour les trimestres clos les			
	4 mai 2013		28 avril 2012	
	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré	Options (en milliers)	Prix d'exercice moyen pondéré
En circulation à l'ouverture de la période	2 420	14,53 \$	1 945	15,07 \$
Exercice	—	—	—	—
Renonciation	(50)	15,00	(75)	14,50
Expiration	—	—	(50)	19,23
En circulation à la clôture de la période	2 370	14,52 \$	1 820	14,98 \$
Options exerçables à la clôture de la période	964	14,78 \$	188	18,70 \$

Aucune option sur actions n'a été exercée au cours des trimestres clos le 4 mai 2013 et le 28 avril 2012.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

C) CHARGES AU TITRE DES AVANTAGES DU PERSONNEL

Pour le trimestre clos le 4 mai 2013, la société a comptabilisé des coûts de rémunération de 274 \$ relativement aux droits à paiements fondés sur des actions (190 \$ pour le trimestre clos le 28 avril 2012) ainsi qu'un crédit au surplus d'apport correspondant.

11 IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La charge d'impôt sur le résultat de la société se compose des éléments suivants :

	4 mai 2013	28 avril 2012
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat de la période considérée	191 \$	(60) \$
Ajustement au titre des exercices antérieurs	3	(102)
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat courant	194	(162)
Recouvrement d'impôt différé	(1 103)	(18)
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(909) \$	(180) \$
Taux d'impôt sur le résultat effectif	26 %	60 %

12 PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

COMPTABILISÉS DANS LE BÉNÉFICE NET

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
Produits de dividendes liés aux actifs financiers disponibles à la vente	868 \$	874 \$
Produits d'intérêts liés aux prêts et créances	134	330
Profit de change	1 359	–
Produits financiers	2 361	1 204
Charges d'intérêts – emprunt hypothécaire	134	157
Variation nette de la juste valeur des dérivés	1 599	86
Pertes de valeur sur des actifs financiers disponibles à la vente	50	–
Perte de change	–	1 061
Charges financières	1 783	1 304
Produits financiers nets (charges financières nettes) comptabilisé(e)s dans le bénéfice net	578 \$	(100) \$

COMPTABILISÉS DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
Variation nette de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente survenue au cours de la période (après impôt de 101 \$; 29 \$ en 2012)	663 \$	(197) \$
Produits financiers (charges financières) comptabilisé(e)s dans les autres éléments du résultat global, après impôt	663 \$	(197) \$

13 BÉNÉFICE PAR ACTION

Le calcul du bénéfice de base par action et du bénéfice dilué par action est fondé sur une perte nette de 2 586 \$, pour le trimestre clos le 4 mai 2013 (perte nette de 119 \$ pour le trimestre clos le 28 avril 2012).

Le nombre d'actions (en milliers) utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit:

	Pour les trimestres clos les	
	4 mai 2013	28 avril 2012
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	64 586	65 586
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	64 586	65 586

Au 4 mai 2013, un total de 2 370 000 options sur actions étaient exclues du calcul du bénéfice dilué par action (1 820 000 au 28 avril 2012), celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant la période.

La valeur de marché moyenne des actions de la société aux fins du calcul de l'effet dilutif des options sur actions est fondée sur les cours du marché pour la période au cours de laquelle les options étaient en circulation.

14 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	4 mai 2013	28 avril 2012	2 février 2013
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Entrées d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans les fournisseurs et autres créditeurs	1 707 \$	4 208 \$	1 327 \$

15 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques de la société sont établies de manière à permettre l'identification et l'analyse des risques auxquels la société est exposée, la conception de structures appropriées visant à limiter et à contrôler les risques, ainsi que la surveillance des risques et le respect de ces limites. Les politiques et les systèmes de gestion des risques sont régulièrement passés en revue afin que soient prises en compte l'évolution des conditions du marché et les activités de la société. Aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours du trimestre clos le 4 mai 2013 par rapport aux risques présentés dans les états financiers annuels audités de la société pour l'exercice clos le 2 février 2013.



REITMANS

Avec ses **359 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 600 pieds carrés, Reitmans répond au désir de toutes les femmes, peu importe leur silhouette, de se sentir et de paraître belle. Reitmans est la plus importante chaîne de commerce de détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service hors pair, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Reitmans en ligne, au reitmans.com.

SMART SET

Comptant **145 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, Smart Set est la destination mode où il n'aura jamais été aussi inspirant d'être ensemble. Vêtements de carrière et d'extérieur, denim, articles essentiels et accessoires – Smart Set est une destination mode pour femmes vous offrant des styles tendance et une expérience de magasinage sociale, créative et inspirante! Il est aussi possible de se procurer les vêtements Smart Set en ligne, au smartset.ca.

RW & CO.

RW & CO. est une marque « mode de vie » inspirée dont la mission est de faire découvrir la mode à une clientèle de style urbain. Offrant des vêtements et articles mode pour elle et lui, RW & CO. marie les dernières tendances avec le style et la qualité tout en portant une attention unique aux détails. RW & CO. exploite **73 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés dans des centres commerciaux importants, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse rw-co.com.

THYME MATERNITÉ

Thyme Maternité, chef de file canadien de la mode pour futures mamans, propose des styles actuels tendance pour tous les aspects de leur vie, de la détente au travail, ainsi qu'une gamme complète de vêtements et d'accessoires pour l'allaitement. Grâce à une expérience « pleine de vie » sans pareille, Thyme donne aux futures mamans de précieux conseils, des trucs mode et de l'information sur les produits afin de les aider pendant et après cette aventure incroyable qu'est la grossesse. Thyme exploite **72 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 300 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres à l'échelle nationale, ainsi que 20 espaces-boutiques dans des magasins Babies"R"Us au Canada et 154 dans des magasins Babies"R"Us aux États-Unis.

PENNINGTONS

Chef de file canadien du marché des vêtements de grande taille, Penningtons propose à ses clientes une sélection de vêtements tendance et abordables tout en leur offrant une expérience de magasinage unique et inspirante. Destination mode des tailles 14 à 32, Penningtons exploite **157 MAGASINS** au Canada, d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse penningtons.com. De la tête aux pieds, nos clientes trouveront les vêtements et les articles les mieux adaptés à leur silhouette, qu'il s'agisse de lingerie, de vêtements de tous les jours, de denim mode, de tenues de travail ou de détente, de chaussures et de vêtements de sport.

ADDITION ELLE

Addition Elle est la destination mode par excellence pour les femmes de taille forte du Canada. Grâce à sa vision de « démodécration », Addition Elle propose à ses clientes les dernières tendances branchées et les essentiels mode dans un environnement de magasinage inspirant. Des vêtements de détente aux robes à couper le souffle, en passant par les vêtements contemporains pour la femme de carrière, les dessous séducteurs, les accessoires, les chaussures, les vêtements de sport haute performance et la plus vaste sélection de denim de marque, la cliente est sûre de trouver tout ce qu'il lui faut. La marque Addition Elle pour les femmes de taille forte comprend une gamme incroyable d'articles pour tous les goûts axés sur la mode, la qualité et la coupe. Addition Elle exploite **103 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés dans les grands centres commerciaux et mégacentres du pays, ainsi qu'un site de commerce électronique à l'adresse additionelle.com.



MAGASINS

À TRAVERS
LE CANADA

	REITMANS	SMART SET	RW & CO.	THYME	PENNINGTONS	ADDITION ELLE	
TERRE-NEUVE	14	3	1	-	4	2	24
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	3	-	-	1	-	7
NOUVELLE-ÉCOSSE	19	5	1	2	7	2	36
NOUVEAU-BRUNSWICK	14	4	3	1	5	3	30
QUÉBEC	84	41	16	21	28	30	220
ONTARIO	115	52	28	26	58	37	316
MANITOBA	13	4	2	2	6	3	30
SASKATCHEWAN	12	3	2	2	6	3	28
ALBERTA	44	15	10	10	20	16	115
COLOMBIE-BRITANNIQUE	39	15	10	8	22	7	101
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	1
TOTAL	359	145	73	72	157	103	909

MAGASINS

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

Bureau de l'administration

250, rue Sauvé Ouest, Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : **514-384-1140**

Télécopieur : **514-385-2669**

Courrier électronique : **info@reitmans.com**

Site Web de la société : **reitmans.ca**

Adresse enregistrée

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : **905-761-2830**

Télécopieur : **905-761-8922**

Agent des transferts et

agent comptable des registres

Services aux investisseurs Computershare Inc.
Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

Symboles boursiers

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires **RET**

Actions de catégorie A
sans droit de vote **RET.A**

REITMANS

SMART SET

RW & CO.

THYME

PENNINGTONS

ADDITION ELLE



An English version of this report may be obtained by writing to the Secretary, **Reitmans (Canada) Limited**, 250 Sauvé Street West, Montreal, Québec H3L 1Z2

Design et production: Communications Marilyn Gelfand inc.